

Allemagne-France/Migrations

# Macron et Merkel veulent renvoyer les migrants dans les pays d'entrée de l'UE

AFP  
Meseberg/Allemagne

*Une solution qui pourrait permettre à la chancelière allemande d'éviter un éclatement de sa coalition au pouvoir depuis seulement trois mois.*

LE président français et la chancelière allemande ont annoncé hier travailler à un accord entre plusieurs pays de l'espace Schengen visant à refouler tout demandeur d'asile vers l'Etat où il a été enregistré en premier. "Nous allons travailler ensemble pour une solution intergouvernementale ou multi-gouvernementale avec plusieurs Etats membres qui sont concernés", a dit Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse avec Angela Merkel près de Berlin. L'accord vise à ce que les demandeurs d'asile "puissent être repris le plus vite possible dans le pays où ils ont été enregistrés", a-t-il ajouté. La plupart des migrants arrivant en Allemagne ou en France sont à l'heure actuelle arrivés depuis la Libye via

l'Italie, qui doit les enregistrer dans la base de données EURODAC. En vertu des règles européennes, c'est le pays d'enregistrement qui doit en principe traiter leur dossier d'asile mais depuis la crise migratoire de 2015, ce système n'est de facto pas respecté afin de préserver des pays comme l'Italie et la Grèce, principales portes d'entrée en Europe. Cette question est centrale dans la crise gouvernementale allemande en cours. Et si les négociations évoquées par M. Macron devaient aboutir, elles pourraient permettre à Angela Merkel de la résoudre et d'éviter un éclatement de sa coalition au pouvoir depuis seulement trois mois. La chancelière refuse jusqu'ici la demande de son ministre de l'Intérieur Horst Seehofer, membre d'un parti très conservateur, qui veut que l'Allemagne applique sans l'accord de ses voisins cette réglementation de refoulement des migrants vers le pays d'entrée. "Nous sommes pour une action coordonnée, au niveau européen ce serait le mieux mais c'est très difficile, alors



Photo : AFP

La question migratoire a été au cœur de la rencontre Macron-Merkel hier à Meseberg.

la coopération de certains pays doit être une option aussi", a confirmé Mme Merkel, alors que nombre d'Etats membres, Pologne et Hongrie en tête, combattent les idées de partage du fardeau migratoire de la chancelière. Elle a aussi appelé à une "hausse notable du personnel de Frontex", l'agence chargée de la surveillance des frontières extérieures de l'UE. Mme Merkel a dès lors appelé au "soutien des pays les plus concernés", citant en particulier l'Italie. Elle a aussi, avec M. Macron, évoqué la possibilité de "mécanismes" pour bloquer la venue des migrants économiques dans les pays de

transit vers l'UE comme la Libye. Ils pourraient prendre la forme de centres sur place en Afrique du Nord, sous contrôle de l'Onu. Le gouvernement italien, une alliance entre extrême droite et populistes, a fermé ses ports aux navires d'ONG transportant des migrants naufragés sauvés en mer, une décision qui provoqué l'errance d'un bateau chargé de 629 personnes pendant une semaine. Cette décision a aussi provoqué une dispute entre Rome et Paris, M. Macron ayant dénoncé le "cynisme et d'irresponsabilité du gouvernement italien". C'est finalement l'Espagne qui aura accueilli les

naufragés. Globalement, selon M. Macron, l'Europe est confrontée à "un choix de civilisation" face aux discours anti-européens et nationalistes. La rencontre franco-allemande d'hier intervient "à un moment de vérité pour chacun de nos Etats et pour notre continent. C'est même peut-être un choix de civilisation", a dit Emmanuel Macron, entre d'un côté "celles et ceux qui voudraient dire (...) que cette Europe est bonne à détricoter" et ceux, comme lui et Angela Merkel, qui veulent "faire avancer cette Europe".

• **Merkel réfute les affirmations de Trump.** La chancelière allemande Angela Merkel a réfuté hier les affirmations du président américain Donald Trump qui a soutenu une nouvelle fois, et contre toute évidence, que la criminalité était en hausse en Allemagne en raison de l'afflux de migrants. "Ma réponse à cela est que le ministre de l'Intérieur (allemand) a présenté récemment les statistiques sur la criminalité et qu'elles parlent d'elles-mêmes", a-t-elle indiqué.

L'Afrique en bref

• **Mali/Exactions.** L'aveu du gouvernement Le ministre malien de la Défense a reconnu hier l'implication de "certains personnels" de l'armée dans des "violations graves ayant occasionné morts d'hommes", après la découverte de 25 corps dans trois fosses communes dans le centre du pays, une semaine après une série d'arrestations par l'armée malienne.

• **Soudan du Sud/Conflit.** Rencontre Kiir-Machar ce mercredi à Addis Abeba Le président sud-soudanais Salva Kiir et le chef rebelle Riek Machar doivent se rencontrer en face-à-face ce mercredi à Addis Abeba, pour la première fois en près de deux ans, a annoncé hier le ministre éthiopien des Affaires étrangères.

A travers le monde

• **Chine-Corée du Nord/Diplomat.** Kim Jong Un rend compte à Xi Jinping de son sommet avec Trump



Photo : AFP

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un a évoqué hier à Pékin avec le président chinois Xi Jinping son sommet historique avec le président américain Donald Trump, une visite qui illustre les efforts de la Chine pour jouer "un rôle constructif" dans le dossier nucléaire.

• **France/Parlement.** L'immigration de nouveau au cœur des débats En plein durcissement sur la question migratoire en Europe, les sénateurs français ont commencé hier à se pencher sur un projet de loi très contesté sur l'immigration, sous l'œil critique des ONG qui multiplient les actions de protestation.

• **Irak/Jihadistes.** Sept bergers tués dans le désert Le groupe Etat islamique (EI) sème de nouveau la terreur dans la région désertique du centre de l'Irak, où les cadavres de sept agriculteurs et bergers ont été retrouvés après une trentaine d'enlèvements, a affirmé à l'AFP un édile de la région.

• **Yémen/Conflit.** Les forces progouvernementales pénètrent dans l'aéroport de Hodeida Les forces progouvernementales yéménites ont pénétré hier, au milieu d'intenses combats, dans l'aéroport de Hodeida, au septième jour d'une offensive contre les rebelles Houthis, qui contrôlent cette ville stratégique de la mer Rouge depuis 2014.

RDCongo/Elections du 23 décembre

# Kinshasa démine le terrain avec Luanda

AFP  
Kinshasa/RDCongo

*Aux yeux du chef de la diplomatie congolaise, Léonard She Okitundu, il n'existe pas de tensions entre les deux capitales au sujet des consultations de la fin de l'année.*

LE ministre congolais des Affaires étrangères a nié hier toute tension avec l'Angola au sujet des élections en RDC, après une visite à Luanda au cours de laquelle il a érudé les questions sur une éventuelle candidature du président Kabila. Léonard She Okitundu a "briefé" lundi le président angolais Joao Lourenço sur le processus électoral en République démocratique du

Congo, qui aborde "sa dernière ligne droite", selon un communiqué diffusé par le ministère congolais des Affaires étrangères "Joao Lourenço a tordu le cou à une théorie du complot sur un axe Luanda-Paris-Kigali contre Kinshasa", a assuré le ministre dans ce communiqué. Fin mai M. She Okitundu avait demandé des explications aux représentants de la France, de l'Angola et du Rwanda, sur leurs discussions conjointes concernant la RDC. Le Jornal do Angola relève toutefois que le ministre congolais a refusé de répondre à la question de savoir si le président Joseph Kabila serait candidat ou non à l'élection prévue le 23 décembre.



Photo : AFP / L'Union

Le chef de la diplomatie congolaise, Léonard She Okitundu : "Joao Lourenço (le président angolais) a tordu le cou à une théorie du complot sur un axe Luanda-Paris-Kigali contre Kinshasa."

"Soyons patients. Dans 45 jours, nous allons voir qui sont réellement les candidats", a déclaré M. She Okitundu, référence au dépôt des dossiers

du 25 juillet au 8 août. Au pouvoir depuis 2001, élu en 2006, réélu en 2011, M. Kabila, 47 ans, ne peut pas se représenter selon la Constitu-

tion qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Ses opposants le soupçonnent de vouloir briguer un troisième mandat et lui demandent en vain de déclarer publiquement qu'il va bien quitter le pouvoir. M. Kabila pourrait s'exprimer dans les jours qui viennent, devant le Congrès du Parlement réuni en session extraordinaire, ou à l'occasion de la fête nationale de l'Indépendance le 30 juin. M. She Okitundu avait fait un voyage-éclair vendredi matin à Libreville pour rencontrer le président du Gabon Ali Bongo. De nombreux pays d'Afrique centrale et orientale suivent de près le processus électoral en RDC (2,3 millions de km<sup>2</sup>, neuf frontières, 80 millions d'habitants).

France/Attaque au cutter de dimanche dernier

# L'assaillante inculpée pour tentative d'assassinat et apologie du terrorisme

AFP  
Toulon/France

LA jeune femme qui avait blessé dimanche à coups de cutter deux personnes dans un supermarché du sud-est de la France a été inculpée hier pour tentative d'assassinat et apologie du terrorisme et écrouée, a-t-on

appris auprès du procureur de Toulon. Le parquet de Paris, qui se saisit des affaires de terrorisme, "n'a pas retenu sa compétence", a précisé à l'AFP Bernard Marchal. Dimanche en fin de matinée, cette cliente habituelle du magasin Leclerc de La Seyne-sur-Mer, près de Toulon (sud-est), avait attaqué un autre client qui patientait à la caisse du supermar-

ché et une caissière qui tentait de s'interposer, en criant "Allah Akbar". La jeune femme de 24 ans avait été rapidement maîtrisée et interpellée et avait expliqué, selon des témoins, être "la fiancée d'Allah", des propos qu'elle a ensuite reconnus en garde à vue, avait précisé lundi le parquet de Toulon, ajoutant qu'elle avait eu "du mal à expliquer son passage à l'acte (...) dé-

cidé le matin même". "Plusieurs témoins rapportent qu'elle a dit que c'était Allah qui lui demandait de faire ça, qu'ils étaient tous des mécréants, et qu'elle voulait que la police la tue", avait déclaré dès dimanche soir le procureur de Toulon Bernard Marchal. La perquisition du domicile de la jeune femme, qui vit seule dans un studio, n'avait permis de trouver "qu'un

vieux Coran et un drapeau algérien" selon le procureur. Son ordinateur a été saisi par les enquêteurs. Handicapée physique en raison d'un problème à la hanche, la jeune femme avait en revanche été reconnue responsable de ses actes par un expert psychiatre. Elle n'était pas connue pour des faits de violence ou pour radicalisation.